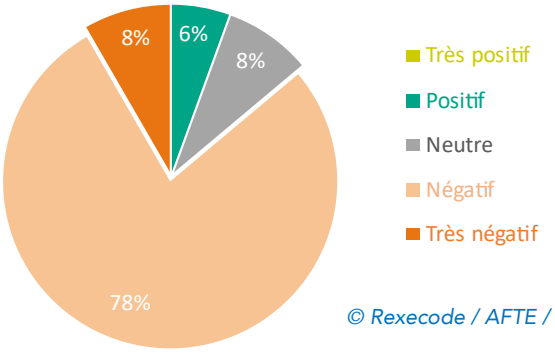
France : enquête de trésorerie sur les grandes entreprises et ETI

16/11/2026 Résultats de l'enquête - Novembre 2026

Graphique du mois

Les trésoreries des ETI et grandes entreprises sous contrainte des prix des matières premières

Jugez-vous que l'impact exercé par le niveau actuel du prix des matières premières (y compris énergétiques) sur la trésorerie de votre entreprise est :



© Rexecode / AFTE / METI

Résumé de l'enquête

- La trésorerie d'exploitation des grandes entreprises et ETI se dégrade pour le deuxième mois consécutif, et s'établit nettement sous sa moyenne de long terme. Elle reste soumise à deux sources de pression : les allongements de délais de paiement des clients, qui refluent depuis leur pic d'octobre sans revenir à la normale, et les prix de l'énergie, qui restent élevés. Dans ce contexte, le recours au crédit bancaire progresse nettement, alors même que ses conditions se durcissent. En revanche, la faiblesse de l'euro joue désormais plutôt en faveur des trésoriers exposés au change, dont les avis favorables l'emportent pour la première fois depuis février 2024.
- Notre focus du mois porte sur les garanties exigées par les banques lors de la souscription d'un emprunt, c'est-à-dire les actifs ou les engagements qui leur assurent d'être remboursées en cas de défaut. Il révèle un durcissement récent mais minoritaire : parmi les entreprises ayant emprunté depuis l'été, 19 % constatent une hausse des garanties, presque toujours modérée, une proportion comparable à celle relevée par la BCE dans la zone euro. Ce durcissement reste trop limité pour modifier la structure des financements : la plupart des entreprises concernées n'ont ni raccourci ni allongé la durée de leurs nouveaux emprunts. Les conditions de crédit se tendent avant tout par les taux, dont 68 % des trésoriers ayant récemment eu recours au crédit bancaire constatent la hausse.

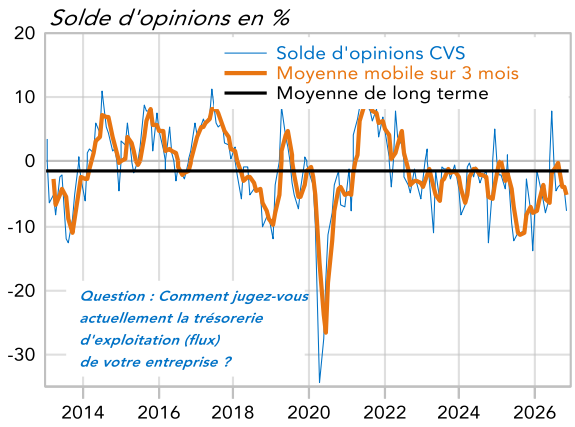
I. JUGEMENT ACTUEL DE LA TRÉSORERIE

• Situation de la trésorerie d'exploitation

En novembre, le solde d'opinions sur la trésorerie d'exploitation des grandes entreprises et des ETI continue de se replier et s'établit à -7,6, contre -4,5 en octobre. Il revient ainsi à son niveau de novembre 2025 (-7,7), 6 points sous sa moyenne de long terme (-1,4).

Parmi les trésoriers interrogés, 13 % jugent leur trésorerie d'exploitation aisée, 66 % normale et 22 % difficile.

Evolution de la trésorerie d'exploitation



© Rexecode / AFTE / METI

Solde d'opinions, en %, cvs

	juin-26	juil-26	août-26	sept-26	oct-26	nov-26
Situation de la trésorerie d'exploitation*	7,8	-4,7	-3,9	-3,3	-4,5	-7,6

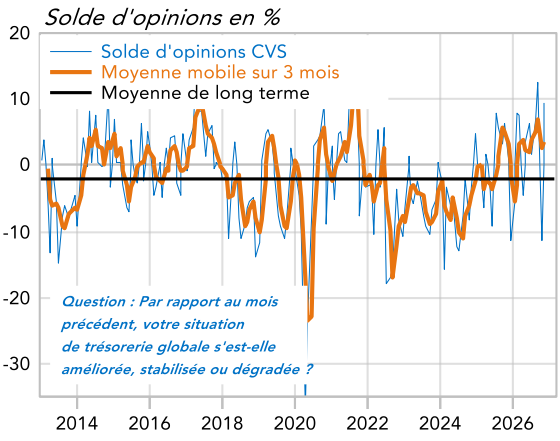
** Écart entre le pourcentage de réponses "aisée" et le pourcentage de réponses "difficile".*

• Évolution de la trésorerie globale

Le solde d'opinions sur la trésorerie globale des grandes entreprises et des ETI se redresse nettement en novembre, à +9,3 après -11,5 en octobre. Ce solde étant très volatil, sa moyenne sur les trois derniers mois permet d'y voir plus clair : elle s'établit à +3, au-dessus de sa moyenne de long terme (-2,4).

Dans le détail, 30 % des trésoriers font état d'une amélioration de leur trésorerie globale, 48 % d'une stabilité et 22 % d'une dégradation, soit 11 points de pourcentage de moins qu'en octobre.

Evolution de la trésorerie globale



© Rexecode / AFTE / METI

Solde d'opinions, en %, cvs

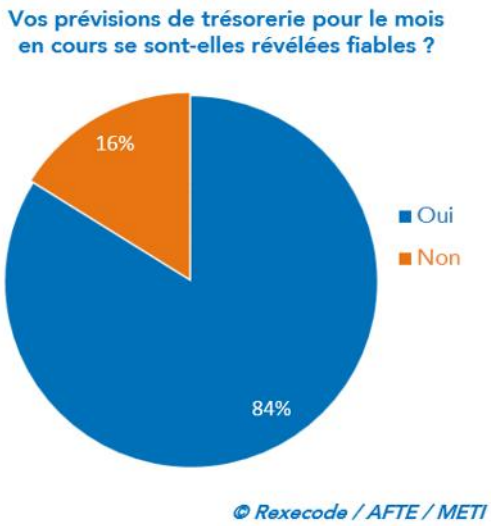
	juin-26	juil-26	août-26	sept-26	oct-26	nov-26
Évolution de la trésorerie globale*	6,5	1,6	6,8	12,5	-11,5	9,3

** Écart entre le pourcentage de réponses "améliorée" et le pourcentage de réponses "dégradée".*

- **Situation actuelle par rapport aux anticipations**

Davantage de trésoriers des grandes entreprises et des ETI voient leur trésorerie évoluer conformément à leurs anticipations : ils sont 84 % en novembre, 6 points de plus qu'en octobre, une proportion proche de sa moyenne de long terme (85 %).

Les écarts constatés restent majoritairement défavorables, la trésorerie s'étant révélée inférieure aux prévisions dans près de trois quarts des cas.

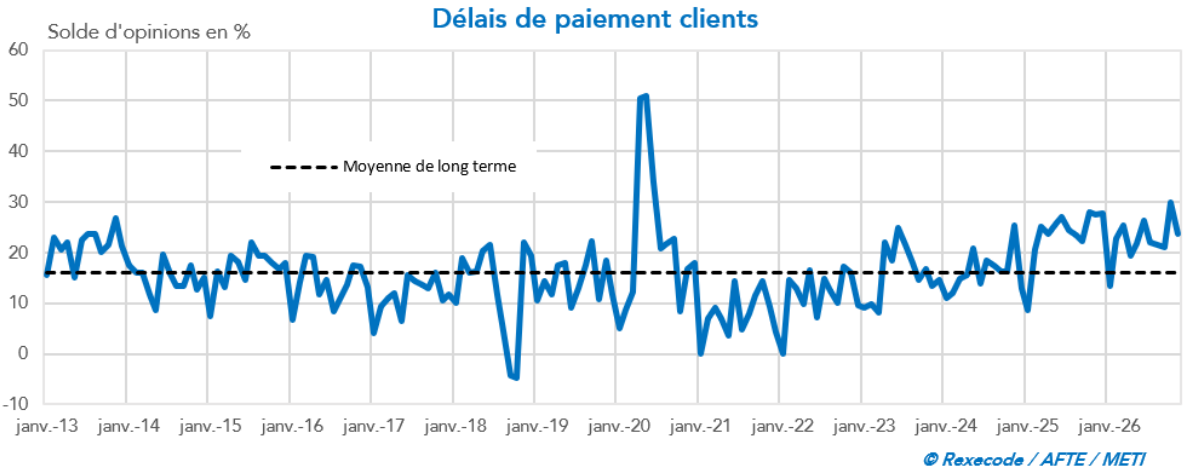


II. DÉLAIS DE PAIEMENT

- **Évolution des délais de paiement des clients**

Le solde d'opinions sur les délais de paiement des clients revient à 24 en novembre, après un pic à 30 le mois dernier, un niveau inédit depuis la crise sanitaire de 2020. Il dépasse encore largement sa moyenne de long terme (16), signe que les délais clients continuent de s'allonger pour une part inhabituellement élevée d'entreprises.

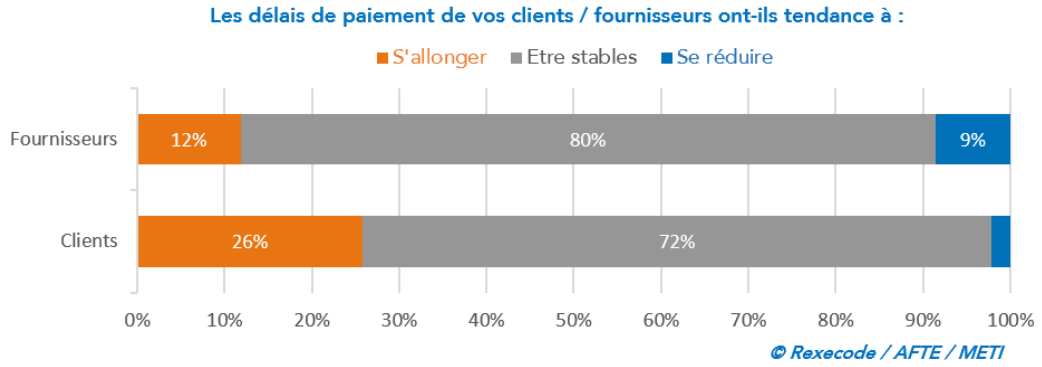
Un quart des trésoriers (26 %) observe un allongement des délais de paiement (8 points de pourcentage de moins qu'en octobre), tandis que la grande majorité (72 %, +10 points) les juge stables.



- **Délais de paiement des fournisseurs**

Le solde d'opinions relatif aux délais de paiement des fournisseurs des grandes entreprises et des ETI se maintient en novembre à 3, au même niveau qu'en octobre, et reste légèrement supérieur à sa moyenne de long terme (0). Les trésoriers sont un peu plus nombreux à constater un allongement de leurs délais fournisseurs (12 %) qu'un raccourcissement (9 %).

Le solde commercial, qui mesure l'écart entre les délais de paiement clients et fournisseurs, se replie à 20 en novembre (-7 points de pourcentage). Les allongements de délais de paiement des clients restent plus fréquents que ceux des fournisseurs, ce qui pèse sur la trésorerie des entreprises, mais l'écart se resserre.



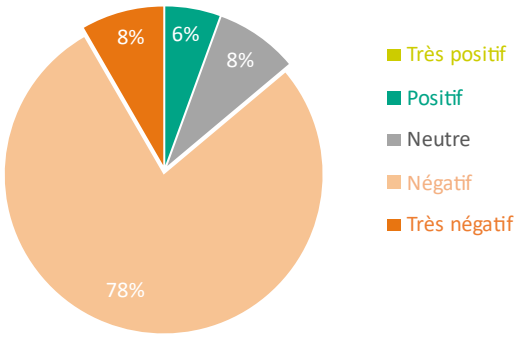
III. IMPACT DE L'ENVIRONNEMENT EXTÉRIEUR (MATIÈRES PREMIÈRES ET TAUX DE CHANGE)

• Influence du prix des matières premières (y compris énergétiques)

En novembre, 86 % des grandes entreprises et ETI exposées aux prix des matières premières jugent que leur niveau actuel a un impact négatif voire très négatif sur leur trésorerie, une part qui reste élevée, après 90 % en septembre.

La détente du cours du Brent, retombé autour de 92 $ le baril, ne s'est pas encore transmise aux produits raffinés consommés par les entreprises. Le cours du gaz TTF reste par ailleurs très élevé et s'établit à 90 €/MWh le 12 novembre, après un pic à 100 €/MWh à la fin octobre.

Jugez-vous que l'impact exercé par le niveau actuel du prix des matières premières (y compris énergétiques) sur la trésorerie de votre entreprise est :



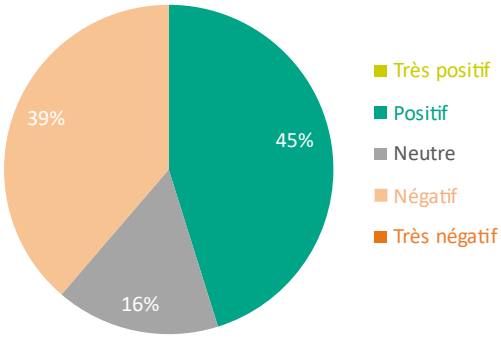
© Rexecode / AFTE / METI

• Influence du taux de change euro-dollar

Parmi les grandes entreprises et ETI exposées au taux de change, les avis restent polarisés : 45 % jugent l'effet de l'euro/dollar favorable à leur trésorerie (+10 points), contre 39 % qui le jugent défavorable et 16 % neutre. C'est la première fois depuis février 2024 que les avis favorables l'emportent.

Ce clivage tient à la dépréciation de l'euro, qui profite aux entreprises encaissant plus de dollars qu'elles n'en dépensent, et pénalise les autres. L'euro évolue autour de 1,12 $ depuis octobre, contre 1,16 $ encore en septembre. Il s'agit de son plus bas niveau depuis avril 2025.

Jugez-vous que l'impact exercé par le niveau actuel de l'EUR/USD sur la trésorerie de votre entreprise est :

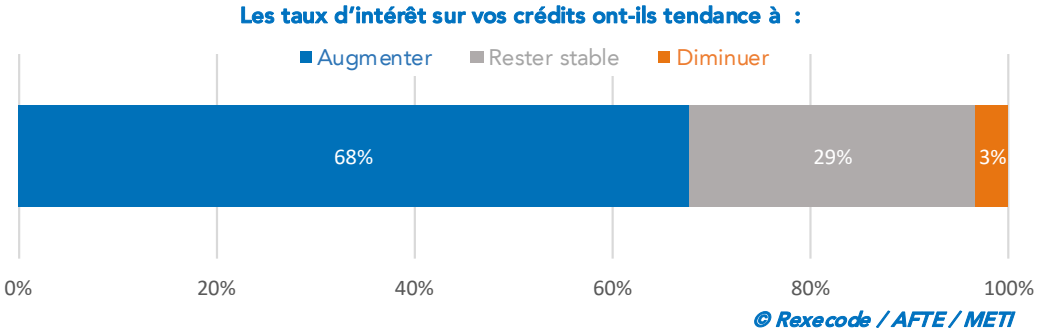


© Rexecode / AFTE / METI

IV. FINANCEMENT

En novembre, 76 % des trésoriers d'ETI et de grandes entreprises privilégient le financement bancaire plutôt que les financements de marché pour couvrir leurs besoins de trésorerie. Parmi eux, 44 % ont eu recours récemment au crédit bancaire (+19 points par rapport à octobre), soit la proportion la plus élevée depuis février. Ces recherches de financement se révèlent un peu plus ardues : seuls 10 % des trésoriers concernés jugent leurs démarches faciles (-5 points), tandis que 16 % font état de difficultés (+7 points).

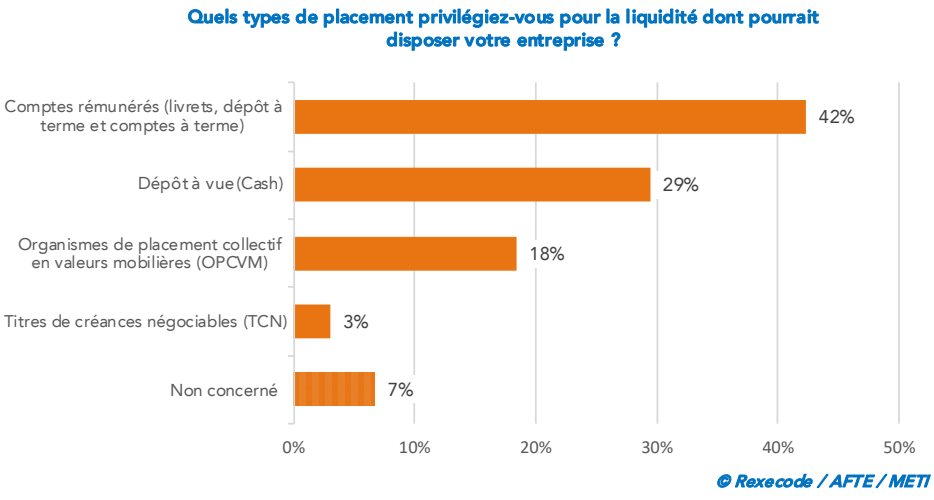
Le coût du financement continue de progresser pour une large majorité des trésoriers : 68 % d'entre eux indiquent une hausse des taux auxquels ils se financent. Ils sont toutefois moins nombreux à faire ce constat qu'en septembre (79 %).



V. GESTION DE LA TRÉSORERIE

Les comptes rémunérés restent en novembre le principal support de placement de trésorerie des grandes entreprises et ETI, concentrant 42 % des réponses (+2 points par rapport à octobre). La part des dépôts à vue reflue à 29 % (-4 points) après avoir progressé en octobre, tandis que les OPCVM monétaires se maintiennent à 18 %.

La préférence accrue pour les dépôts à vue observée en octobre s'est estompée : les trésoriers reviennent vers les placements rémunérés et la répartition des placements retrouve à peu près celle de septembre.

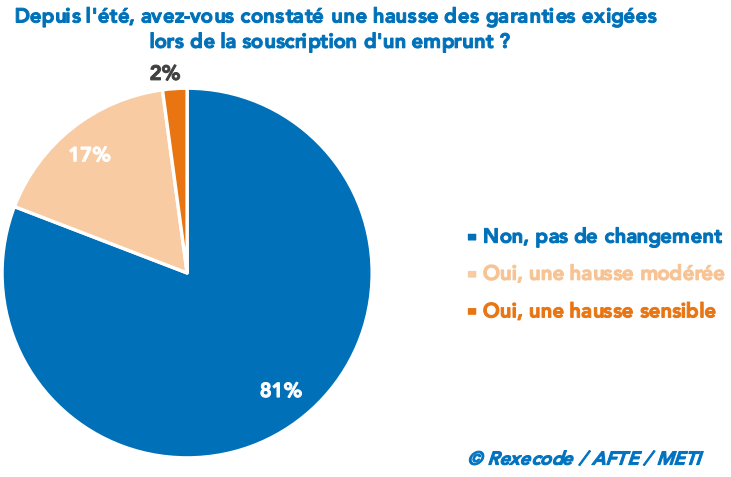


VI. FOCUS DU MOIS

Les conditions de crédit aux entreprises se durcissent. Les banques de la zone euro ont resserré leurs critères d'octroi au troisième trimestre, jugeant les emprunteurs plus risqués. Ce durcissement peut passer par les taux, mais aussi par les garanties exigées lors de la souscription d'un emprunt, c'est-à-dire les actifs ou les engagements que la banque peut mettre en jeu en cas de défaut de l'entreprise. C'est ce second levier que nous avons étudié ce mois-ci.

Un peu plus de la moitié des trésoriers a souscrit un nouvel emprunt depuis l'été. Parmi eux, 17 % constatent une hausse modérée des garanties exigées et 2 % une hausse sensible. Selon la BCE, les entreprises de plus de 250 salariés de la zone euro font le même constat : parmi celles qui ont sollicité un financement, 19 % ont vu leurs garanties augmenter au troisième trimestre, contre 4 % trois mois plus tôt.

Ce durcissement des garanties, récent, reste minoritaire : plus de huit trésoriers sur dix n'observent aucun changement, et la plupart de ceux qui constatent une hausse n'ont pas ajusté la maturité de leurs nouveaux emprunts. Les conditions de crédit se tendent avant tout par les taux, dont 68 % des trésoriers ayant récemment eu recours au crédit bancaire constatent la hausse.



Novembre 2026 : ce document présente l'analyse détaillée des résultats de la dernière enquête de trésorerie auprès des ETI et grandes entreprises. Celle-ci s'est déroulée entre le 4 et le 12 novembre 2026. L'enquête portait sur l'appréciation des trésoreries à la fin du mois d'octobre.

Prochaine sortie : *Lancement de l'enquête le mercredi 2 décembre 2026*

Parution le lundi 14 décembre 2026

Retrouvez l'enquête Trésorerie en ligne :

- **sur le site de l'AFTE**
- **sur le site de Rexecode** (séries mensuelles au format Excel et méthodologie)

Contacts

AFTE
Pascal BAUDIER - Délégué Général
Tél. 01 42 81 44 55 - pascal.baudier@afte.com

METI
Alexandre MONTAY - Délégué Général
Tél. 01 86 64 16 75 - a.montay@m-eti.fr

Rexecode
Denis FERRAND - Directeur Général
Tél. 01 53 89 20 89 - dferrand@rexecode.fr